

LES FAITS MARQUANTS DE LA COFI 30:

LUNDI 9 JUILLET 2012

La 30^{ème} session du Comité des pêches (COFI) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est réunie en sessions plénières toute la journée de lundi. Le COFI a entendu une présentation du Directeur général de la FAO et a examiné et approuvé l'ordre du jour et l'organisation de la session ainsi que la désignation des membres du Comité de rédaction. Le débat sur le Règlement intérieur révisé du Comité et des pratiques modifiées de celui-ci a été reporté à jeudi. Pendant le reste de la journée, le COFI a examiné les pêches et l'aquaculture dans le monde: état des lieux, problèmes et besoins, et les progrès accomplis dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable (CCPR) et des instruments connexes.

OUVERTURE DE LA SESSION

Le président Mohammed Pourkazemi (République islamique d'Iran) a ouvert la réunion. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO a déclaré que la FAO a réduit ses objectifs stratégiques à: l'élimination de la faim et de l'insécurité alimentaire; l'accroissement de la production de l'agriculture et des pêches; l'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales, en particulier des femmes; la promotion de systèmes de production plus équitables; et au renforcement de la résilience face aux menaces et aux crises. da Silva a salué les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20) concernant les océans.

QUESTIONS D'ORGANISATION: Adoption de l'ordre du jour: Les délégués du COFI ont adopté l'ordre du jour (COFI/2012/1). Au titre du point "questions diverses," la RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN a demandé que du temps soit consacré à l'examen de la menace que représente la piraterie pour les navires de pêche commerciaux.

Election du Bureau: Les membres du bureau actuel resteront en fonction et un nouveau bureau sera élu à la fin de la COFI30. Le bureau est composé de: Mohammad Pourkazemi (République islamique d'Iran) en tant que président et de Johan Williams (Norvège) en tant que vice-président. Les autres vice-présidents comprennent le Canada, l'Inde, le Chili, l'Espagne et le Zimbabwe. Le Comité de rédaction, présidé par les États-Unis, est composé de l'Argentine, du Canada, du Burkina Faso, de Chypre, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de l'Espagne, d'Oman, du Sri Lanka, et du Kenya.

Adoption du Règlement intérieur révisé du Comité et des pratiques modifiées (COFI/2012/9): A la demande de l'ARGENTINE et du Pérou, au nom du GROUPE DES ETATS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES, ce point de l'ordre du jour a été reporté à jeudi.

PÊCHES ET AQUACULTURE DANS LE MONDE: ÉTAT DES LIEUX, PROBLÈMES ET BESOINS: Arni Mathiesen, Sous-Directeur général chargé du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO, a présenté le rapport sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2012 (SOFIA 2012), examinant les tendances de la production, de la demande et du commerce dans les secteurs de l'aquaculture et des pêches.

Richard Grainger, Service de l'information et des statistiques sur les pêches de la FAO a traité: d'un nouveau programme pour la gestion durable des ressources halieutiques et la conservation de la biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZADJN) financé par la FAO et le Fonds pour l'environnement mondial; d'un système permettant de suivre les interactions entre l'économie et l'environnement; des travaux

menés avec l'Organisation maritime internationale (OMI) sur des directives permettant de contrôler les engins de pêche rejetés et les débris marins.

Le BRESIL a appelé la FAO à se concentrer sur la viabilité économique des pratiques de pêche et d'aquaculture pour garantir la sécurité alimentaire, et a souligné l'importance du libre échange des produits de la pêche.

Le BANGLADESH, soutenu par l'INDE et le NICARAGUA, a demandé que le rapport SOFIA soit plus largement diffusé, soit traduit dans plus de langues, et inclue les incidences des autres secteurs sur les pêches. L'Union européenne (UE), soutenue par la FEDERATION DE RUSSIE, la NORVÈGE, l'ISLANDE, le CANADA, la NAMIBIE, les ETATS-UNIS, et les PHILIPPINES, a demandé que le rapport SOFIA soit publié avant les réunions du COFI pour donner suffisamment de temps aux délégués pour l'examiner.

MAURICE, soutenu par la FÉDÉRATION DE RUSSIE, a demandé des éclaircissements sur la localisation des 13% de stocks de poissons qui ne sont pas pleinement exploités.

La THAÏLANDE a estimé que des histoires de réussites sur la manière dont les pays mettent en œuvre les mesures concernant la pêche seraient utiles.

L'ANGOLA a déclaré que SOFIA devrait rester une publication spécialisée faite pour aborder les défis essentiels concernant les pêches. Soutenu par le MOZAMBIQUE, le GHANA et le BRESIL, le représentant a appelé à la poursuite des travaux de la FAO sur la pêche INDNR.

L'UE s'est dite préoccupée au sujet de la pression croissante exercée sur les stocks de poissons mondiaux, notant qu'ils sont trop nombreux à demeurer surexploités. Le représentant a ajouté: que le manque de données disponibles est un défi majeur pour de nombreux stocks; que des travaux supplémentaires sont nécessaires pour réduire la demande de l'aquaculture en aliments pour poissons; et que le dépassement des objectifs de prise par les pêches en eau profonde est préoccupant.

Le MOZAMBIQUE, soutenu par le CHILI, a noté l'importance des discussions menées au sein des Organisations régionales de gestion des pêches (ORGP), et a soutenu le travail de la FAO pour aider les pays à faire avancer la pêche dans les ZADJN.

L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que SOFIA offre des orientations pour l'élaboration de politiques et la prise de décision et a appelé la FAO à proposer des mesures pour améliorer la gouvernance des océans qui soient alignées sur les résultats de Rio+20. La RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN a suggéré que la FAO développe une approche détaillée pour la mariculture, le BURKINA FASO ajoutant que la production aquacole peut aider à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. L'ISLANDE a mis l'accent sur l'intégration des questions d'égalité entre les sexes dans l'aquaculture, le CANADA et la NAMIBIE notant les avantages économiques de l'aquaculture. Le KENYA a détaillé un programme de promotion du secteur de l'aquaculture et la nourriture et les emplois qu'il fournit.

La NORVÈGE, soutenue par la NOUVELLE-ZÉLANDE, l'INDE, les ETATS-UNIS, et le BRESIL, a noté des problèmes avec les catégories actuelles d'exploitation des stocks et a suggéré deux catégories alternatives – les stocks pêchés à des niveaux durables par opposition à des niveaux non durables – avec des sous-catégories supplémentaires. La NOUVELLE-ZÉLANDE a souligné la pertinence des questions sociales, telles que les mauvais traitements à l'encontre des équipages de pêche.

Le SENEGAL a déploré le fait que le déséquilibre des capacités de pêche ne soit pas abordé dans le rapport SOFIA. Les ILES COOK ont appelé les nations pêchant le long des côtes des petits États insulaires en développement (PEID) à réduire

leurs efforts de pêche. Les MALDIVES ont déploré la mauvaise gestion mondiale des pêches, déclarant que les ORGP sont incapables de résoudre les problèmes de gestion mondiale.

La SIERRA LEONE et les SEYCHELLES, ont appelé à une responsabilité accrue des États côtiers et des États du pavillon vis-à-vis de la pêche INDNR et de la capacité pour la gestion des pêches.

Les ÉTATS-UNIS ont accueilli avec satisfaction l'accent mis sur les pêches à petite échelle et les pêches artisanales. Le JAPON a déploré l'expansion de la taille des flottes de pêche à la senne coulissante dans les océans Pacifique oriental, central et occidental et leur impact nuisible sur les stocks de thons obèses.

Les PHILIPPINES ont déclaré que, suite à Rio+20, le COFI doit soutenir la croissance verte. La RÉ-PUBLIQUE DE CORÉE a annoncé son Atelier sur l'aquaculture et la croissance verte en décembre 2012, portant sur les questions d'alimentation, de rejet des déchets et d'évasion.

Le Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est a recommandé que la FAO continue à travailler avec des partenaires pour faire progresser la sensibilisation aux questions concernant les pêches et l'aquaculture dans les pays de l'Asie du Sud-Est.

INFOPESCA a noté le besoin d'information actualisée sur les marchés, et a fait le point sur ses travaux concernant le transfert des connaissances et les questions d'égalité entre les sexes. La Conférence ministérielle sur la coopération dans le domaine de la pêche entre États africains riverains de l'océan Atlantique a déclaré avoir établi un partenariat avec la FAO pour développer le Réseau africain des femmes de la pêche, et a demandé un sous-comité du COFI sur les questions d'égalité entre les sexes.

La Commission du courant de Benguela a expliqué les travaux de gestion des pêches et d'évaluation du Grand écosystème marin du courant de Benguela, notamment une analyse des pêches menée au cours des dernières décennies pour évaluer les incidences du climat sur les pêches. L'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels a déclaré espérer travailler avec la FAO pour l'inclusion d'informations sur les prises accidentelles dans les futurs rapports SOFIA. INFOPECHE a noté son objectif de stimuler la commercialisation des produits de la pêche provenant d'Afrique.

Le FORUM MONDIAL DES PEUPLES PÊCHEURS et le réseau Mangrove se sont dit préoccupés par le fait que les flottes de pêche commerciales ont l'intention de déplacer leurs opérations vers les zones tropicales et subtropicales. La Commission sous-régionale des pêches de l'AFRIQUE DE L'OUEST a mentionné un mécanisme consultatif qu'elle développe pour accroître la capacité de gouvernance des pêches. L'Autorité technique du lac Tanganyika a souligné l'attention nationale accrue portée à la gestion des pêches riveraines.

GREENPEACE, PEW et l'UICN ont déclaré que les catégories pour l'exploitation des stocks de poissons ne devraient pas être trop simplifiées, se disant préoccupés par le fait que seuls 13% des stocks de poissons sont sous-exploités, et ont appelé à une action urgente pour reconstituer les stocks de poissons. La COALITION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS HALIEUTIQUES a apporté son soutien aux catégories "durables" et "non durables" pour les évaluations des stocks, notant que l'objectif est d'exploiter pleinement les stocks de poissons.

Le Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes a souligné l'importance de l'assistance technique offerte par la FAO, en particulier aux PEID pour l'amélioration des cadres de gouvernance. Le Comité des pêches pour le centre-ouest du golfe de Guinée a demandé que l'accent porte davantage sur l'aquaculture pour accroître l'approvisionnement en poisson en Afrique. La Coalition des peuples pour la souveraineté alimentaire a mis l'accent sur la nécessité de donner la priorité aux informations pertinentes pour améliorer l'existence des pêcheurs à petite échelle.

En réponse, le Secrétariat de la FAO a déclaré qu'il considérerait la diffusion avancée de SOFIA; que les stocks de poissons modérément exploités n'étaient jusqu'à présent pas considérés comme ayant un attrait commercial; que l'exploitation des stocks de poissons sauvages pour la production de farine de poisson a diminué pour privilégier les abats et les déchets de poisson; et que les niveaux d'exploitation des stocks de poissons ont déjà été modifiés en trois nouvelles catégories – modérément exploités, pleinement exploités et surexploités.

PROGRES ACCOMPLIS DANS L'APPLICATION DU CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE ET DES INSTRUMENTS CONNEXES, Y COMPRIS LES PLANS D'ACTION ET LES STRATÉGIES INTERNATIONALES ET AUTRES QUESTIONS: David Douman, FAO, a expliqué que le rapport (COFI/2012/3) fournit une vue d'ensemble des résultats des questionnaires d'évaluation, mais a mentionné le très faible taux de réponse par rapport aux années précédentes. Il a exprimé ses inquiétudes concernant le fait que là où des valeurs de références spécifiques à la pêche de certains stocks sont en place, elles sont dans leur majorité soit ap-prochées soit dépassées. Concernant la sécurité en mer et la coopération entre la FAO, l'OMI et l'Organisation internationale du travail, il a déclaré que de nouvelles normes

de sécurité pour les navires de pêche artisanale seront bientôt publiées. Il a noté que plusieurs pays manquent de cadres juridiques et institutionnels pour l'aquaculture mais qu'environ 75% des membres ayant répondu indiquent qu'il prouvent des pratiques aquacoles responsables.

De nombreux délégués se sont déclarés préoccupés par le faible taux de réponse. L'UE a souligné que les valeurs de référence spécifiques à la pêche de certains stocks ont souvent été dépassées et a appelé au renforcement des politiques nationales. MAURICE a suggéré que le faible taux de réponse pourrait être dû au caractère volontaire du questionnaire. Les ILES COOK ont déclaré que le faible taux de réponse ne reflète pas un manque de respect du CCPR et ont ajouté qu'il serait également utile d'avoir les rapports des ORGP. Le CHILI a ajouté que les réponses oui / non pré-déterminent les réponses. Le CANADA a déclaré que le questionnaire est un instrument essentiel pour témoigner de son engagement et identifier les lacunes et les défis. Soutenue par le BRÉSIL, la représentante a recommandé le développement d'un système en ligne pour des questionnaires électroniques.

Chypre, au nom de l'UE, a présenté les progrès accomplis dans la mise en œuvre des PAI tels qu'une politique relative à la pêche INDNR introduite en 2010 et un Plan d'Action de l'UE sur la conservation et la gestion des requins.

Le CAMEROUN, soutenu par la CÔTE D'IVOIRE, a déclaré que la mise en pratique des principes du CCPR est difficile lorsque l'on traite avec des pêcheurs analphabètes issus d'ethnies diverses et a demandé une meilleure application de l'Article 5 du CCPR sur les besoins particuliers des pays en développement.

Le JAPON a souligné les efforts en cours pour présenter un rapport sur les PAN concernant les oiseaux de mer et les requins, et a noté que le Japon s'oppose au découpage des nageoires de requins et soutient la gestion durable des pêches de requins. Le MOZAMBIQUE a accueilli avec satisfaction l'intérêt et l'assistance portés à la création d'un centre de coordination régional pour le suivi, le contrôle et la surveillance, les initiatives de gestion des pêches, l'aquaculture et la réduction des prises accidentelles. L'AUSTRALIE a mis en exergue ses activités, notamment sur: les requins, l'interdiction des bas de ligne en acier, et l'examen des interactions entre les oiseaux de mer et les filets maillants et à senne coulissante. Le Nicaragua a parlé des efforts des pays de l'OSPESCA pour la mise en œuvre d'une gestion durable, y compris l'entrée en vigueur du Code de déontologie pour une pêche et une aquaculture durables dans les États d'Amérique centrale.

L'ÉQUATEUR a noté les progrès accomplis sur le CCPR concernant la chaîne de valeur du thon équatorial. Le VENEZUELA a déclaré qu'il a approuvé les lois sur les pêches et l'aquaculture et établi des normes techniques régissant les activités des pêcheurs artisanaux. Le CHILI a présenté une nouvelle loi contre le découpage des nageoires de requins et l'utilisation de matériel amélioré pour empêcher la capture des oiseaux et la pêche au chalut destructrice. Le CANADA a demandé des analyses plus détaillées incluant les limites de prises, la production de rapports par espèces, et les interdictions de découpage des nageoires de requins pour les navires situés au-delà des eaux nationales.

LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN a recommandé que des enquêtes régionales soient menées et que les membres de la FAO aident à lutter contre la pêche INDNR des esturgeons en mer Caspienne. PALAU a présenté un sanctuaire de requins et ses efforts pour lutter contre la pêche INDNR.

L'INDONÉSIE et la CÔTE D'IVOIRE ont présenté les travaux accomplis dans l'intégration des principes du CCPR dans la législation.

DANS LES COULOIRS

En décalage avec son cycle bisannuel de réunions en janvier, la 30ème session du COFI a entamé ses délibérations tandis qu'elle passait à une nouvelle position dans la succession générale des réunions de la FAO. Un changement voulu pour améliorer la coïncidence du flux des résultats du COFI avec les autres cycles de réunions et d'affectation des ressources de la FAO. A l'issue de la première journée, les résultats de la COFI30 restent à déterminer puisque, selon un délégué, "avec le COFI, on ne va pas savoir avant vendredi". Néanmoins, il est clair que les délégués sont venus à cette session avec divers objectifs, et l'importance des océans dans le document final de Rio+20, "L'avenir que nous voulons" a contribué à souligner la nette et potentiellement croissante importance des questions relatives aux océans. Les mesures faisant progresser le rôle des États du port et les approches écosystémiques de la gestion des pêches figuraient parmi les priorités de certains délégués, tandis que d'autres ont mis l'accent sur le fait que la FAO doit se concentrer sur l'actuel programme de travail pluriannuel du COFI plutôt que de s'attaquer à de nouvelles questions. Toutefois d'autres délégués se sont montrés surpris au retrait des questions liées aux effets des changements climatiques sur les pêches et l'aquaculture, déclarant que la négligence de ces questions freine la dynamique amorcée à Rio+20 concernant le "verdissement de l'économie bleue".